OPEN DIALOG

REPUBLIQUE DE MOLDOVA: UN AVOCAT REPUTE A FAIT L'OBJET DE POURSUITES PENALES POUR DES RAISONS POLITIQUES LIEES A SON ACTIVITE PROFESSIONNELLE

Photo: Ruslan Verbitki

L'avocat Ana Ursachi représente les intérêts de nombreux adversaires de l'oligarque Vladimir Plahotniuc. Ce dernier qui exerce une grande influence sur le système juridique et les organismes chargés de l'application des lois de la République de Moldova, peut être impliqué dans la poursuite pénale illégale contre Ana Ursachi.

Rapport publié le 12 décembre 2016

La Fondation Open Dialogue (Dialogue Ouvert) a été fondé en Pologne, en 2009, à l'initiative de Mme Lyudmyla Kozlovska (qui est actuellement la présidente du Département de l'Administration). Parmi les principaux objectifs de la Fondation figurent la protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit dans l'espace postsoviétique. La Fondation met un accent particulier sur les principaux régions des pays suivants: le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine.

La Fondation poursuit ses objectifs en organisant des missions de contrôle, y compris l'observation des élections et l'observation continue de la situation concernant les droits de l'homme dans l'espace ex-soviétique. Basée sur ces activités, la Fondation prépare les rapports et les distribue à l'UE, l'OSCE et les autres organisations internationales, ministères des affaires étrangères et parlements des pays de l'UE, centres analytiques, ainsi que les médias.

En dehors des activités de surveillance et des activités analytiques, la Fondation est engagée dans une coopération active avec les membres des parlements impliqués dans les affaires étrangères, les droits de l'homme et les relations avec les pays postsoviétiques, afin de soutenir le processus de démocratisation et de libéralisation des politiques internes dans ces espaces. De même, les plus importants domaines d'activité de la Fondation comprennent les programmes d'assistance pour les prisonniers politiques et les réfugiés.

La Fondation a des bureaux de représentation permanente à Varsovie, Kiev et Bruxelles.

Droit de l'auteur: La Fondation Open Dialog Décembre; 2016.

00-580 Varsovie

Aleja Szucha 11a, office 21

Tel. +48 22 307 11 22

E-mail: odfoundation@odfoundation.eu

en.odfoundation.eu

Pour plus de détails, veuillez nous contacter:

Manager de projet:

Lyudmyla Kozlovska lyudmylakozlovska@odfoundation.eu

Auteurs:

Lyudmyla Kozlovska lyudmylakozlovska@odfoundation.eu

Andriy Osavoliyk andriv.osavoliyk@odfoundation.eu

Igor Savchenko igor.savchenko@odfoundation.eu

Edition:

Lyudmyla Kozlovska

Conception graphique: Andriy Osavoliyk

Source de la photo de couverture: Ruslan Verbitki

La reproduction des informations contenues dans ce rapport, soit en totalité ou en partie, c'est un sujet permis comme référence, étant attribuée à la Fondation Open Dialog comme source.

Table des matières:

1. INTRODUCTION....4

2. ACUSATIONS D'IMPLICATION DANS LES CRIMES COMIS IL Y A 19 ANS....4

3. INFLUENCE DE M. VLADIMIR PLAHOTNIUC SUR LES ORGANISMES CHARGES DE L'APPLICATION DES LOIS DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA....8

4. DÉFENSE DES ADVERSAIRES DE VLADIMIR PLAHOTNIUC....8

5. RÉACTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE....14

6. CONCLUSIONS....15

1. INTRODUCTION

Ana Ursachi est une avocate et militante des droits de l'homme de la République de Moldova, qui est devenue célèbre grâce à sa participation dans la défense des victimes de poursuites politiquement motivées dans la République de Moldova. Mme Ursachi est également connue pour ses activités d'opposition - spécialement, comme fondatrice du mouvement public #NuMăTem (en français – «je n'ai pas peur»)[1]. Ana Ursachi a participé lors des manifestations antigouvernementales organisées par les Parties: Platforma Demnitate și Adevar et Blocul Rosu (en français - Plate-forme «Dignité et Vérité» et Bloc Rouge).

L'oligarque moldave, Vladimir Plahotniuc, qui est l'un des leaders du Parti Démocrate de Moldova[2], en utilisant l'influence qu'il a sur les autorités répressives et les ressources médiatique à sa disposition (les chaînes de télévision: Prime, Publika, Canal 2, Canal 3, Moldova 1), va utiliser ce pouvoir contre Ana Ursachi. En effet, au cours des sept dernières années, Mme Ursachi a défendu les intérêts de nombreux hommes d'affaires et opposants politiques de M. Plahotniuc, tel que: Grigore Petrenco, Razvan Paveliu, Alexandru Machedon, Ion Matasevich, Marina Anton, Domnica Manole, Radu Cibotari, Sergiu Cibotari, Ion Butmalai Anatolie, Gheorghe et Sergiu Stepuleac, Renato Usatii, Vyacheslav Platon (Kobalyev) et Viorel Topa. Beaucoup d'entre eux ont accusé M. Plahotniuc de corruption et de séquestration de leurs entreprises et par conséquent, ont la qualité de défendeurs dans les procédures pénales en question.

A partir de l'octobre 2016, il a été menée une campagne de propagande a été menée à l'encontre Mme Ana Ursachi afin de tenter de la discréditer. De ce fait l'avocate, ses proches et ses associations y ont été touchés. Le 5 décembre 2016, il a été constaté que les poursuites pénales à l'encontre l'avocat Eduard Rudenco, l'avocat de Mme Ana Ursachi, ont été engagées en ce qui concerne les accusations d'abus de compétence professionnelle (Article 326 du Code Pénal). En avril 2016, une affaire pénale contre M. Rudenco a été ouvert. Toutefois, a été oublié jusqu'en décembre 2016, après avoir déjà été déclaré suspect.[3]

Les procédures pénales contre Ana Ursachi sont faites en violation des lois de la République de Moldova et présentent des indices d'être politiquement motivée. Cette affaire risque également d'avoir un effet négatif sur la réputation internationale de la République de Moldova, un pays qui a été reconnu à la fois comme un État démocratique et comme un État qui respecte la loi.

2. ACUSATIONS D'IMPLICATION DANS LES CRIMES COMIS IL Y A 19 ANS

Au début du mois de septembre 2016, le blogueur moldave pro-gouvernemental Eugen Lukyanyuk a affiché dans de son journal on-line,[4] un arrêt de la Cour d'Appel de Chisinau au sujet de l'affaire de l'assassinat d'un professeur, Liubov Manoli, commis en 1997. L'ex-mari de Mme Ana Ursachi, Ruslan Moiseev, a été incriminé comme l'un des auteurs du crime et a été condamné à 18 ans d'emprisonnement. M. Lukyanyuk a indiqué dans son article que la Court d'Appel a déclaré que Mme Ana Ursachi «pourrait avoir de lien à l'affaire pénale Manoli».

Selon l'ancien ambassadeur de la République de Moldova auprès du Conseil de l'Europe et l'ONU Alexei Tulbure et la journaliste indépendante Natalia Morari, Eugene Lukyanyuk est un «payroller» (joueur de rôles) des autorités de la République de Moldova et est chargé de répandre de fausses informations, ainsi que de discréditer les personnes qui ne conviennent pas à Vladimir Plahotniuc. Auparavant, Lukyanyuk a été condamné pour avoir écrit des articles payés (partiales, articles écrits contre une

[1] https://www.facebook.com/numatemdeplaha/
[2] Parti Démocrate de Moldavie fait partie de la coalition de gouvernement
[3] http://newsmaker.md/rus/novosti/protiv-advokata-eduarda-rudenko-vozbuzhdeno-ugolovnoe-delo-28706; http://moldnews.md/rus/news/83039
[4] http://luchianiuc.com/blog/2016/09/02/dna-ana-ursachi-si-cu-omorul-din-1997-cum-ramane/

récompense financière). En particulier, en 2015, Ana Ursachi a représenté un homme politique, Oleg Bodruk, et a pu prouver au Tribunal que Lukyanyuk a été payé pour écrire un article diffamatoire.

Le jugement du tribunal de 2011, qui a été rendu public par Lukyanyuk, n'a aucune liaison avec Ana Ursachi.[5] Cependant, il a été utilisée pour lancer la campagne qui vise sa discréditation. Il est à noter que le jugement a été rendue public après que Ana Ursachi soit devenue l'avocate de Vyacheslav Platon (Kobalyev). Platon (Kobalyev) a été autrefois le conseiller juridique des investisseurs étrangers qui ont collaboré avec Vladimir Plahotniuc. Platon (Kobalyev) est un témoin dans l'affaire pénale concernant le détournement d'un milliard d'euros provenant du budget de la République de Moldova. Ce détournment a été realisé par le biais de déclarations de faillite présentées par trois banques moldaves en novembre 2014 et dans l'affaire pénale sur le blanchiment d'argent $21 milliards à travers le système bancaire de la République de Moldova.[6] Platon (Kobalyev) s'est déclaré prête à témoigner aux enquêteurs américains et européens au sujet de la possible implication de Vladimir Plahotniuc dans ces affaires. À la fin du mois d'août, Vyacheslav Platon (Kobalyev) a été extradé de l'Ukraine vers la République de Moldova, en violant gravement la législation ukrainienne.[7]

Les médias contrôlés par Vladimir Plahotniuc ont lancés une énorme campagne de diffamation contre Ana Ursachi. Durant cette campagne, elle a été accusée d'être impliquée dans le crime et d'autres infractions commis à la fin des années 1990. Le point culminant de cette campagne diffamatoire a été la diffusion, à plusieurs reprises, de l'émission *L'avocat du diable*[8] sur les grandes chaînes de télévision, détenues par Vladimir Plahotniuc. Le film *L'avocat du diable* raconte que dans les années 1990, Ana Ursachi, ainsi que son ex-mari Ruslan Moiseev et deux autres complices: «a formé un groupe criminel qui s'engage à saisir les maisons des gens solitaires». Selon l'information présentée dans le film: «à la suite de ces opérations, le professeur Liubov Manoli a été tué».

En outre, les médias, contrôlés par à M. Vladimir Plahotniuc, diffusaient activement des actions de protestation contre Mme Ana Ursachi, où les militants avaient exigé que les organismes chargés de l'application des lois de la République de Moldova, «d'apporter l'avocat devant la justice». [9],[10] Environ deux douzaines de personnes ont participés à ces événements. Le fait que certains d'entre eux soient des mineurs, pourraient indiquer comme une indication que les mouvements aient été mis en scène. Les «militants» ont reconnu que certains d'entre eux étaient d'anciens policiers, en temps que certaines d'entre les personnes présentes avaient déclarés qu'ils n'avaient pas connu Mme Ursachi.[11] De plus, des inconnus avaient accroché des affiches contenant des insultes et des accusations à l'entrée de la maison où vit l'avocate et ses parents.

Selon les déclarations faites par Mme Ana Ursachi en 1997, cette dernière a fait l'objet de vérification afin de déterminer si elle était impliquée dans l'assassinat de M. Liubov Manoli, en tant qu'épouse d'un des accusés. De la même manière, les parents des autres défendeurs ont également été soumis à cette vérification. Cependant, par la suite, l'affaire pénale contre Ana Ursachi a été abandonnée au motif de manque de preuves relaives à son implication. D'après la déclaration de Mme Ana Ursachi, les preuves contre son ex-mari Ruslan Moiseev se sont basées entièrement sur le témoignage d'un autre homme impliqué dans cette affaire-Vilen Vetrenko. En 2010, la CEDH a été saisie de l'affaire pénale Vetrenko v Moldova.[12] Dans son arrêt, la Cour a reconnu que Vetrenko a été soumis à la torture et contraint de témoigner.

[5] http://luchianiuc.com/blog/2016/09/02/dna-ana-ursachi-si-cu-omorul-din-1997-cum-ramane/
[6] http://www.jurnal.md/ru/politic/2016/9/29/ekspert-rumynia-ne-dolzna-predostavlat-den-gi-rm-v-preddverii-vyborov-finansovaa-pomos-mozet-popast-k-necistym-na-ruku-moldavskim-politikam/ ; http://jurnaltv.md/ro/news/2016/11/26/fbi-a-initiat-investigatii-in-dosarul-bem-10261972/#1
[7] http://ru.odfoundation.eu/a/7977,otchet-ukraina-pomogaet-postsovetskim-gosudarstvam-presledovat-politicheskih-opponentov-i-bezhencev
[8] https://www.youtube.com/watch?v=kSBsvWO9KnU
[9] http://www.prime.md/rus/news/politics/item41962/
[10] http://www.prime.md/rus/news/social/item42257/
[11] http://moldnews.md/rus/news/82515
[12] http://hudoc.echr.coe.int/eng#{%22appno%22:[%2236552/02%22],%22itemid%22:[%22001-98537%22]}

En octobre 2016, le groupe de travail du Parquet de la République de Moldova a insisté sur la lutte contre la criminalité organisée et a ouvert de nouveau l'enquête dans l'assassinat de M. Liubov Manoli «due à l'apparition des circonstances nouvelles». Le Parquet a déclaré que le but de la nouvelle enquête visait à déterminer le degré d'implication de Mme Ana Ursachi dans l'assasinat de M. Manoli.[13]

La reprise des poursuites pénales contre Ana Ursachi est illégale pour les raisons suivantes:

- Selon l'ancien Code de Procédure Pénale (CPP), en viguer dans la République de Moldova jusqu'en 2003, le délai de prescription pour «les crimes de gravité maximale» était de 15 ans. En conséquence, dans l'affaire pénale relative à l'assassinat de Lyubov Manoli, le délai de prescription ayant expiré en 2012 et, par conséquent, une éventuelle reprise de l'affaire pénale est illégale.
- Selon l'actuel Code de Procédure Pénale, la reprise de la poursuite pénale est autorisée dans les cas d'irrégularités significatives. Cependant, les poursuites ne peuvent être ré-ouvertes an après la date d'entrée en vigueur (art. 287 du CPP)[14] C'est pourquoi, même selon le nouveau code de procédure pénale, le Parquet n'avait aucune raison de rouvrir l'affaire pénale contre Ursachi.
- Dans sa décision du 14 mai 2015, la Cour Constitutionnelle de la République de Moldova a déclaré inconstitutionnellement l'article 287 du CPP (la possibilité de reprendre les poursuites pénales), au motif qu'il viole le principe *non bis in idem* (aucune personne ne peut être jugée ou punie deux fois pour le même acte commis). ***«La Cour Constitutionnelle fait remarquer que, conformément au principe de non bis in idem, les autorités publiques compétentes non seulement ne peuvent pas procéder à une révision du procès, ni poursuivre pénalement un individu plus d'une fois pour la même infraction»,***[15] - selon la décision de la Cour.

À la fin d'octobre 2016, le Parquet de la République de Moldova a annoncé, via les médias, qu'on a «envoyé plusieurs assignations à Mme Ana Ursachi afin de l'inviter a être interrogée, mais elle n'est pas venue, parce qu'à ce moment-là, elle était à l'étranger». Selon Mme Ursachi, aucunes de ces assignations n'ont pas été envoyées à son adresse de manière appropriée. Yulian Rusanovskiy, l'avocat d'Ana Ursachi, a proposé au procureur, Dumitru Stefarta, de parler avec Mme Ursachi par téléphone, mais le procureur a refusé de le faire.

Le 3 novembre 2016, le Parquet a envoyé à la Cour de l'arrondissement Centru de Chisinau, un mandat d'arrêt pour Ana Ursachi (l'audition est prévue pour le 9 décembre 2016).[16] Pour sa défense, Ana Ursachi, à son tour, a adressé une demande à la Cour de l'arrondissement Riscani de Chisinau (l'audition est prévue pour le 7 décembre 2016), une proposition demandant l'annulation de la décision du Parquet concernant la reprise de l'affaire pénale.[17]

Les perquisitions illégales

Pendant la nuit du 21 novembre 2016, le procureur Dumitru Stefarta ainsi que plusieurs officiers de police, ont perquisitionné l'appartement du père d'Ana Ursachi. Au moment de la perquisition, le père âgé de 72 ans, et son fils de 19 ans, étaient présents. La perquisition a été effectuée en violant gravement la législation de la République de Moldova. Conformément à l'article 125 -127 du CPP, la perquisition ne peut être effectuée tard dans la nuit (après 22h00). De même, la partie qui fait l'objet de la perquisition, a également le droit de demander que la perquisition soit effectuée en présence des avocats. Les officiers des organismes chargés de l'application de la loi sont arrivés à l'appartement à

[13] https://ru.crimemoldova.com/news/rassledovaniya/genprokuratura-vozobnovit-delo-ob-ubiystve-k-kotoromu-yakoby-prichastna-advokat-anna-ursaki/?sphrase_id=2924
[14] http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=2&id=326970
[15] http://lex.justice.md/ru/360888/
[16] http://newsmaker.md/rus/novosti/advokatu-pokazali-delo-prokurory-potrebovali-aresta-anny-ursaki-28204
[17] https://ru.crimemoldova.com/news/social/sudebnoe-zasedanie-o-vydache-ordera-na-arest-na-imya-anny-ursaki-bylo-vnov-otlozheno/

9h30, après que le père d'Ana Ursachi ait demandé la présence des avocats lors de la perquisition. Compte tenu du temps nécessaire aux avocats puor arriver dans l'appartement, les officiers des organismes chargés de l'application de la loi n'ont pas assez de temps pour effectuer des recherches avant 22h00. Pour cette raison, ils ont commencé à effectuer la perquisition sans la présence des avocats.

Il convient également de noter que les officiers des organismes chargés de l'application de la loi n'ont pas soumis un mandat de perquisition judiciaire, mais simplement une décision signée par le procureur Dumitru Stefarta, qui a lui-même a effectué la perquisition. «*La décision d'exécuter la perquisition a été effectuée sur la base du principe de proportionnalité entre les droits de l'homme et les libertés garantis par la Loi et la nécessité d'initier une procédure judiciaire. Conformément au principe mentionné,* ***les droits de l'homme ne sont pas absolus et la nécessité de les respecter sera évaluée dans le contexte de l'intérêt public général***»,[18] - conformément à la décision du Procureur.

Conformément à la législation de la République de Moldova, les perquisitions peuvent être effectuées tard dans la nuit et sans ordonnance d'un tribunal en cas d'urgence (en cas de menace terroriste ou de crimes particulièrement graves contre l'Etat et/ou la société).

À la suite des perquisitions, des équipements d'ordinateur on été confisqués (PC, ordinateur portable et 2 tablettes), et on été vérifiés. Les documents de Mme Ana Ursachi ont également été examinés. Conformément à l'article 128-131 du CPP, toutes les personnes présentes lors de la perquisition doivent se familiariser avec l'inventaire des objets saisis et signer le procès-verbal de la perquisition. Toutefois, comme l'a mentionné Mme Ursachi, le 6 décembre 2016, les organismes chargés de l'application de la loi n'ont pas appelé ni son fils, ni son père et aucun des avocats pour une inspection visuelle des objets confisqués.

Peu de temps après la perquisition, les médias[19] de la République de Moldova ont diffusé l'information que lors de la perquisition que des «vidéos et matériel audio contenant des preuves préjudiciables concernant les politiciens Moldoves célèbres (notamment, Renato Usatii et Andrei Nastase)»[20] avaient été saisis lors de la perquisition. Mme Ana Ursachi nie avoir possédé ces enregistrements. L'avocat estime que cela constitue une tentative, de la part des services de sécurité de la République de Moldova, de légaliser et à rendre public les enregistrements illégaux ou frauduleux, en les attribuant à l'opposition militante sur les droits de l'homme[21]. Il est à noter que, le 30 novembre 2016 et 1er décembre 2016, les portails progouvernementaux today.md[22] et deschide.md[23] ont publié des images vidéos d'une conversation filmée avec Mme Ana Ursachi en affirmant qu'elles avaient été saisies lors de la perquisition. Mme Ana Ursachi a définie la vidéo de «contrefaite». Les portails en ligne today.md et deschide.md ont rapporté que «les autres enregistrements illégaux faites par Mme Ursachi» avaient été confisqués.

Un jour avant la perquisition, Ana Ursachi avait annoncé qu'elle tiendrait une conférence de presse sur l'influence illégale de M. Vladimir Plahotniuc visant l'application de la Loi et les autorités judiciaires de la République de Moldova. En ce sens, la perquisition faite tard dans la nuit peut être considérée comme une tentative de faire pression sur l'avocat et les membres de sa famille.

[18] http://omg.md/index.php?newsid=12922
[19] http://moldova24.info/2016/11/update-bomba-gasita-de-oamenii-legii-la-ana-ursachi-acasa/
[20] https://ru.crimemoldova.com/news/social/anna-ursaki-protiv-genprokuratury-prokurory-nezakonno-obyskivali-dom-moego-ottsa/?sphrase_id=2929
[21] http://newsmaker.md/rus/novosti/v-banditskom-stile-anna-ursaki-rasskazala-svoyu-versiyu-nochnogo-obyska-v-kvartire-28506
[22] http://today.md/ro/news/social/12205/EXCLUSIV--Todaymd-a-intrat-%C3%AEn-posesia-unei-%C3%AEnregistr%C4%83ri-video-din-arhiva-Anei-Ursachi.htm
[23] http://www.deschide.md/ro/stiri/social/3789/EXCLUSIV--Clientul-interceptat-de-Ana-Ursachi-este-un-colonel-SIS.htm

3. INFLUENCE DE M. VLADIMIR PLAHOTNIUC SUR LES ORGANISMES CHARGES DE L'APPLICATION DES LOIS DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

À la fin d'août 2016, le blog de la plate-forme Wordpress a publié des documents[24] dans lesquels elle indique qu'un nombre de juges moldaves et d'agents de la police ont reçu de l'argent des sociétés affiliées à Vladimir Plahotniuc. Les montants, qui s'élèvent à des dizaines ou des centaines de milliers de dollars, ont été versés comme frais pour de «services juridiques» - l'excitation des affaires pénales et la prise des décisions judiciaires pertinentes en respect de ceux-ci.

Selon les documents publiés, la liste des personnes ayant reçu une rémunération comprend de travailleurs de haut rang du Parquet, tels que l'ancien procureur général, Valery Gurbul, l'actuel Chef du Parquet Anticorruption, Viorel Morari et le chef du Département des Enquêtes Criminelles du Parquet Général de la République de Moldova, Nikolai Kitoroaga. Également, la liste compte et les noms de plusieurs juges de la Cour Suprême de Justice de la Cour d'Appel.[25] Selon les données de paiement correspondant à ces documents, les fonds devaient être recueillis auprès de diverses compagnies associées à Vladimir Plahotniuc, afin de payer des «primes».[26]

Il est à noter que le procureur Nicolae Kitoroaga est le chef du département chargé de l'enquête dans l'affaire criminelle contre Ana Ursachi. Viorel Morari, en tant que chef du Parquet Anti-corruption, il est également chargé de superviser la poursuite pénale de Vyacheslav Platon (Kobalyev).

En outre, d'après Ana Ursachi, il est intéressant de noter que M. Plahotiuc avait arrangé au préalable avec plusieurs juges, le suivi d'un traitement pour le cancer, en s'assurant ainsi de leur loyauté. Selon Mme Ursachi, les juges ayant bénéficiés de ces traitements sont : le directeur du Ministère de la Justice - Mihai Poalelungi, la Cour Suprême de Justice - Oleg Sternioala et la Cour de l'arrondissement Buiucani de Chisinau, chargé de la délivrance de mandats d'arrêts, Ghenadie Pavliuc.

4. DÉFENSE DES ADVERSAIRES DE VLADIMIR PLAHOTNIUC

En tant qu'avocat, Mme Ana Ursachi a participé à plusieurs affaires pénales comportant des indications de motivation politique et/ou de fabrication. Le thème commun liant tous ces cas, est le fait que chaque victime de persécution soit, de quelques manières, finalement impliquée dans un conflit avec l'oligarque Vladimir Plahotniuc.

- **L'affaire pénale contre Sergiu Cibotari**

Sergiu Cibotari est l'ex-employé de l'entreprise publique Posta Moldovei et le membre de la plate-forme Dignité et Vérité. En 2016, il a déclaré publiquement qu'il a découvert en 2012, que Posta Moldovei, en accord avec l'administration de l'entreprise, a fourni chaque jours des stéroïdes anabolisants dans l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique à l'intérieur des parcelles qui, à première vue, s'amblaient être des livres ou des produits cosmétiques. Selon le témoignage de Cibotari, le schéma criminel impliquait le service des douanes moldave, le député Evgheni Nichiforciuc et le filleul de Vladimir Plahotniuc, Dorin Damir.[27]

Le 29 juillet 2016, le jour où Cibotari planifiait de présenter les preuves spéciales, auprès de la Commission Parlementaire, concernant l'intrigue de contrebande impliquant Posta Moldovei, il a été retenu pendant 30 jours. Il était accusé d'avoir commis plusieurs infractions criminelles, dont des

[24] https://offshoreplaha.wordpress.com/2016/08/30/схемы-плахотнюка-в-оффшорах-и-лицах/
[25] http://ru.crimemoldova.com/news/rassledovaniya/morar-trebuet-u-kharunzhena-proverit-spisok-sluzhashchikh-kotorym-platil-plakhotnyuk/
[26] http://www.terra.md/ru/news/moldova/doc-klan-plahotnyuka-prokurory-i-sudi-poluchali-de/default.aspx
[27] http://actualitati.md/ru/vnutrennyaya-politika/plahotnyuk-ispolzuet-gospredpriyatie-pochta-moldovy-dlya-kontrabandy

détournements de fonds et l'utilisation du travail forcé.[28] Son mandat d'arrestation a été plus tard annulée.[29] Le statut de l'affaire pénale reste jusqu'à présent peu claire.

- **L'affaire pénale contre Alexandru Machedon**

Alexandru Machedon est un homme d'affaires, le fondateur et propriétaire de l'entreprise StarNet, qui est l'une des plus grandes entreprises de télécommunications de la République de Moldova (qui fournit des services internet, des services de téléphone à domicile et la télévision numérique).

Alexandru Machedon soutient de nombreux projets liés au développement de la société civile en Moldavie. Il prend également en charge les mouvements de l'opposition des moldaves, les partis et les politiciens, et la modalité par laquelle un représentant des autorités a été provoqué par Vladimir Plahotniuc. Par exemple, en octobre 2015, pendant les protestations anti-gouvernementales, organisées par la Plate-forme «Dignité et Vérité», l'entreprise StarNet a modifié l'ordre numérique des chaines de télévision, en augmentant sur les deux premières places Chisinau Live et Dignité et Vérité au lieu de la chaine Moldova 1 et Prime (selon certaines sources, ces chaînes appartiennent à Vladimir Plahotniuc). L'entreprise StarNet a diffusé en direct les protestations et les discours des leadeurs de la Plate-forme Dignité et Vérité.[30]

Auparavant, au début de l'année 2014, StarNet était le seul grand poste continuant de retransmettre la chaine de télévision d'opposition Jurnal TV. Après quoi d'autres operateurs moldaves ont refusé de le diffuser. L'administration de la chaine a déclaré que l'oligarque Vladimir Plahotniuc a eu une influence sur les radiodiffuseurs et les a convaincu à renoncer à cette chaine.[31] En raison de sa position d'opposition, en 2011, la licence accordée à StarNet concernant la retransmission des chaînes de télévision a été révoqué.[32] En dépit de cela l'entreprise continue de fonctionner sur le marché des télécommunications. Mme Ana Ursachi a défendu antérieurement les intérêts de StarNet.

En octobre 2016, pendant la campagne électorale présidentielle en Moldavie, Alexandru Machedon a été informé par les autorités répressives d'Odessa, qu'une affaire pénale en Ukraine a été ouverte contre lui concernant les soupçons de corruption de mineurs. Alexandru Machedon a affirmé que sa dernière visite en Ukraine remontait en mars 2016 et avait duré moins de deux heures. Cette déclaration a été confirmée par des documents fournis par la garde-frontières de la République de Moldova. Au cours de cette visite, il a passés la plupart des deux heures de voyage à l'aéroport d'Odessa. Les enquêteurs ukrainiens ont contacté Alexandru Machedon et l'ont invité dans le Département des Enquêtes de la Police Nationale de l'Ukraine, afin de témoigner. Toutefois, compte tenu de ses connaissances sur l'extradition illégale de Vyacheslav Platon (Kobalyev) de l'Ukraine dans la République de Moldova, Alexandru Machedon a eu peur d'établir tout contact avec les autorités répressives ukrainiennes.

- **L'affaire pénale contre Marina Anton**

Marina Anton est embauché en tant que juge à la Cour d'Appel de Chisinau.

En 2015, on a enlevée l'immunité judiciaire de Marina Anton et des quatre autres juges: Nina Trachuk, Mihail Chuguryanu, Ion Secrieru et Yuri Kotrute. Par la suite, on a démarrée une affaire pénale contre eux. La raison pour des charges a été une erreur faite dans une décision judiciaire concernant la révocation des droits parentaux.

[28] http://anticoruptie.md/ro/investigatii/integritate/mafia-anabolizantelor-drumul-steroizilor-din-fabricile-moldovenesti-spre-sportivii-straini
[29] http://www.jurnal.md/ru/usticia/2016/8/1/sergiu-cebotari-a-primit-30-de-zile-de-arest/ ; http://www.noi.md/ru/news_id/89144#close
[30] http://newsmaker.md/rus/novosti/ploshchad-podklyuchili-k-televideniyu-starnet-zapustil-onlayn-translyatsiyu-protes-18270
[31] http://www.noi.md/ru/news_id/34136#close
[32] http://enews.md/news/view/15054/

Marina Anton a déclaré que l'affaire pénale contre elle et ses collègues est une erreur technique qui a déjà été corrigée: «*En utilisant le facteur humain, l'omission purement accidentelle dans le processus de rédaction d'une décision judiciaire, qui, par la Loi, doit prendre effet à compter de son entrée et non à la date de rédaction, basé sur un scénario préliminaire, ayant à la commande les médias servile et l'écoute de certains membres du Conseil Supérieur de la Magistrature, ont été prises des actes perfides de lynchage public*».[33]

Selon Mme Anton, l'affaire pénale a été fabriquée à la demande des membres du système judiciaire, Mihai Poalelunzh, Viktor Mica, Ion Drute, et le procureur général Corneliu Gurin: «*Tous les leviers utilisés aujourd'hui visent à limiter mon droit à la liberté d'expression, afin de ne pas exposer tous les problèmes existants dans le système et en m'empêchant de l'opposition de toutes les actions négatives qui ont été pratiquées*».[34],[35]

Ana Ursachi a mentionné que le juge Marina Anton a fait l'objet des poursuites pénales pour prendre des décisions, qui ont été inconvenables pour M. Plahotniuc et pour avoir critiqué les actions des membres du personnel judiciaire sous son contrôle.

- **L'affaire pénale contre Domnica Manole**

Domnica Manole est embauchée en tant que juge auprès de la Cour d'Appel de Chisinau. En mars 2016, la Commission Electorale Centrale de Moldova a rejeté les demandes soumises par la Plate-forme Dignité et Vérité d'organiser un référendum sur la modification de la constitution. Les militants ont affirmé qu'ils ont collecté environ 400 000 de signatures en faveur du référendum, qui décidera sur quatre questions : le retour aux élections présidentielles, la réduction du nombre de députés, la privation de l'immunité parlementaire et l'introduction d'un mécanisme pour le Parlement par rapport à la nomination du Président.[36] En avril 2016, la juge Domnica Manole a annulé la décision de la Commission Electorale Centrale, ouvrant ainsi la voie de ce référendum.

Le 31 mai 2016, le Conseil Supérieur de la Magistrature a ordonné au Parquet Général de la République de Moldova d'initier une poursuite pénale contre Domnica Manole. Le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires Etrangères et la Politique de Sécurité, Federica Mogherini, ainsi que l'ambassade USA en Moldavie, ont exprimé leur inquiétude vis-a-vis du manque d'Etat de droit et l'indépendance de la justice dans la République de Moldova. En réponse, le Chef du Conseil Supérieur de la Magistrature a déclaré que les actions du Conseil Supérieur de la Magistrature concernant l'affaire pénale de Domnica Manole ont été «transparentes et indépendantes».[37] Les organisations non-gouvernementales, y compris Transparency International-Moldavie et l'Ambassade des Droits de l'Homme, ainsi que 15 juges de la Cour d'Appel de Chisinau ont fait des déclarations en défense de Domnica Manole.[38]

- **L'affaire pénale contre Radu Cibotari et Ion Matasevich**

Le 24 avril 2016, Radu Cibotari, Ion Matasevich, Valeriu Casu et Alexandru Penute ont participé à une réunion de protestation près de la résidence de Vladimir Plahotniuc, à Chisinau. Par la suite, ils ont été arrêtés basés sur des soupçons d'organisation de troubles de masse (art. 2, art. 285 du CC).[39] Selon la

[33] http://www.zdg.md/ru/?p=532
[34] http://jurnal.md/ru/social/2015/5/1/zarkoe-zasedanie-vsp-po-delu-pati-sudej-my-zertvy-mesti-klanov-sudebnoj-sistemy/
[35] http://jurnal.md/ru/politic/2015/3/17/vinovny-li-5-sudej-v-tom-cto-v-moldove-samaa-korrumpirovannaa-sistema-pravosudia-v-mire-dokumenty/
[36] http://newsmaker.md/rus/novosti/apellyatsionnaya-palata-annulirovala-reshenie-tsik-ob-otkaze-v-provedenii-referend-24130
[37] http://newsmaker.md/rus/novosti/sudite-smirno-glava-vsm-objyasnil-poslam-es-i-ssha-chto-reshenie-po-delu-domniki-m-25523
[38] http://newsmaker.md/rus/novosti/ironiya-sudi-es-raskritikoval-moldovu-za-delo-domniki-manole-25456
[39] http://www.zdg.md/ru/?p=4406

police, les manifestants ont jeté des pierres sur des policiers. En juillet 2016, tous les quatre ont été assignés à résidence.[40]

- **L'affaire pénale contre Ion Butmalai**

Ion Butmalai est l'ex-membre du Parlement de la République de Moldova et membre du Parti Libéral-Démocratique du Moldova. Ion Butmalai a critiqué à plusieurs reprises le gouvernement et l'influence grandissante de Vladimir Plahotniuc. Il a affirmé que M. Plahotniuc avait été recherché par l'Interpol et qu'il avait été impliqué dans le détournement de fonds de la Banca de Economii (en français – Banque d'Economes). Butmalai a aussi déclaré que Vladimir Plahotniuc l'avait menacé.[41]

En décembre 2014, il a été retrouvé mort après avoir subi une blessure par balle à la poitrine. Selon les enquêteurs, Butmalai s'est suicidé. Mme Ana Ursachi, qui avait connue personnellement Butmalai, a refusé d'accepter l'affirmation qu'il se soit suicidé et a annoncé que la société civile procédera à une enquête parallèle.[42],[43] D'après elle, avant sa mort, Butmalai a informé les membres de sa famille visant les pressions faites sur sa personne.

- **L'affaire pénale contre Anatolie, Gheorghe et Sergiu Stepuleac**

En 2009, les frères Stepuleac ont été mis en accusation dans une affaire pénale, accusés d'avoir organisé des troubles de masse au cours de manifestations qui ont eu lieu le 7 avril 2009, après les élections parlementaires de la République de Moldova. Plus tard, certains des témoins de l'accusation ont retiré leurs témoignages, en argumentant qu'ils étaient obligés de présenter de faux témoignages par un représentant du Ministère de l'Intérieur, Alexandr Pynzar. Selon les témoignages, Dorin Damir, le filleul de Vladimir Plahotniuc, qui est impliqué dans une dispute avec la famille Stepuleac, a été impliqué dans cette affaire, compte tenu du conflit concernant les intérêts d'affaires. [44]

Le 6 novembre 2007, la CEDH a décidé en faveur de la famille Stepuleac et a ordonné aux autorités moldaves de leur payer des indemnisations. Selon la presse, dans la République de Moldova ont été initiées des affaires pénales contre Dorin Damir, Alexandr Pynzar et d'autres personnes impliquées dans la préparation des charges.

Le 30 novembre 2016, les médias progouvernementaux, en particulier today.md, ont accusé M. Anatolie Stepuleac d'avoir fourni des appareils pour l'interception des conversations téléphoniques au bureau d'Ana Ursachi aux fins d' „écouter" les juges, les procureurs et les politiciens dans l'opposition.[45] Anatolie Stepuleac soutient publiquement Mme Ana Ursachi, et selon lui, c'est grâce à l'appui qu'il avait reçu d'elle que cette campagne de diffamation a été lancée contre lui. Actuellement, dans la République de Moldova, une affaire pénale a été initiée contre Anatolie Stepuleac.

- **L'affaire pénale contre Renato Usatii**

Renato Usatii est un homme politique de l'opposition et le Chef du Parti Politique Partidul Nostru (en français – Notre Partie), et le maire de la ville de Balti. Partidul Nostru a la réputation d'être la force politique pro-russe. En avril 2016, Renato Usatii, a visité la Crimée, où il a rencontré le chef du

[40] http://www.moldnews.md/rus/news/81221
[41] http://www.jurnal.md/ru/politic/2014/12/9/samye-gromkie-zaavlenia-iona-butmalaj/
[42] http://newsmaker.md/rus/novosti/ion-butmalay-ni-s-kem-ne-borolsya-5695
[43] http://www.jurnal.md/ru/politic/2014/12/9/ion-butmalaj-mog-soversit-samoubijstvo-tol-ko-pod-besprecedentnym-davleniem/
[44] http://www.jurnal.md/ru/usticia/2016/10/27/kisinevskaa-apellacionnaa-palata-opravdala-glavu-gip-po-delu-7-aprela/
[45] http://today.md/ro/news/social/12205/EXCLUSIV--Todaymd-a-intrat-%C3%AEn-posesia-unei-%C3%AEnregistr%C4%83ri-video-din-arhiva-Anei-Ursachi.htm

gouvernement autoproclamé, Sergei Aksionov. Sur son site web, Usatii fait référence à Aksionov en tant que chef de la République de Crimée.[46]

Les autorités moldaves ont accusé Usatii de fraude (art. 190, para. 5 du CC de la RM) et de tentative de meurtre (art. 46, art. 27, art. 145, para. 2, de la République de Moldova). Selon le Parquet, en 2011, Renato Usatii a privé frauduleusement le banquier russe German Gorbuntsov de ses côtés à Universalbank avant de commander son assassinat.[47]

Le 24 octobre 2016, le portail en ligne Moldova24, se référant à des données de vol concernant Ana Ursachi (très probablement obtenus par piratage de l'e-mail de l'avocat) a diffusé l'information qui, suppose que, dans la nuit du 23 octobre 2016, selon une instruction secrète de Renato Usatii, Mme Ana Ursachi était arrivé à Minsk pour une réunion avec les représentants du Bureau du Parquet de Belarus prévue pour le lendemain.[48] D'après les soupçons, le 24 octobre 2016, Ana Ursachi a participé à une conférence de presse à Kiev. La Conférence de presse a été consacrée à la question sur l'extradition illégale de Vyacheslav Platon (Kobalyev) de l'Ukraine dans la République de Moldova.[49]

Le 24 octobre 2016, la Cour de l'arrondissement de Centru de Chisinau, a issue un mandat d'arrêt pour 30 jours contre Renato Usatii et a présenté une demande de la part du procureur de placer M. Usatii sur la liste internationale de personnes dans la recherche. À ce moment-ci, il réside à Moscou. Il affirme qu'Interpol a supprimé son nom de la liste des personnes à la recherche.[50]

Renato Usatii critique activement M. Vladimir Plahotniuc, précisant qu'il avait «capturé l'Etat». Il affirme d'être un témoin dans l'affaire de tentative d'assassinat de Gorbuntsov, qui est l'objet d'une enquête en Grande-Bretagne. Il relie les poursuites pénales contre lui avec la crainte de Vladimir Plahotniuc, qui a peur que l'exécuteur de la tentative d'assassinat, Vitali Proca, donnera le nom de son patron: *«Ils ont ouvert l'affaire pénale le 16 octobre. C'est très récent, donc M. Plahotniuc s'est rendu compte que l'assassin va lui rapporter, c'est pourquoi il a besoin d'accuser une autre personne d'avoir commis le crime».*[51]

- **L'affaire pénale contre Paveliu Razvan et Viorel Topa**

Lors d'une conférence de presse, en 2010, les hommes d'affaires Viorel Topa et Razvan Paveliu ont annoncé que M. Vladimir Plahotniuc a mené des attaques de raider sur leurs affaires: de Topa – les actions de Banca d'Economii, de Paveliu – la chaine TVR1. Par la suite, les autorités moldaves ont présenté des accusations pénales contre eux (l'affaire pénale Atrium). Viorel Topa a été accusé d'avoir falsifié des documents (art. 42, al. 3, art. 361, al. 2 du Code Pénal) et le blanchiment d'argent à grande échelle (art. 42, al. 3, art. 243, al. 3 du Code Pénal) dans l'entreprise Atrium et le complice au crime a été Paveliu Razvan. M. Topa Viorel et M. Paveliu Razvan ont déclaré que le dossier a été fabriqué par les enquêteurs travaillant pour M. Plahotniuc.[52]

Le 29 septembre 2016, la Cour de l'arrondissement de Buiucani de Chisinau s'est prononcé sur l'affaire pénale et a condamné M. Razvan Paveliu en absence à huit ans d'emprisonnement et M. Viorel Topa à 9 ans d'emprisonnement.[53] Antérieurement, le 13 janvier 2012, le même tribunal a condamné M. Viorel Topa en absence à huit ans d'emprisonnement après avoir été condamné pour le détournement de fonds de 11 millions MDL, par le biais de Banca de Economii (article 191, section 5 du Code Pénal:

[46] http://ru1.md/usatyj-uchastvuet-v-rabote-ii-yaltinskogo-mezhdunarodnogo-ekonomicheskogo-foruma/
[47] https://ru.crimemoldova.com/news/kriminal/prokuratura-moldovy-obvinyaet-renato-usatogo-v-popytke-ubiystva-germana-gorbuntsova/
[48] http://moldova24.info/2016/10/exclusiv-ana-ursachi-a-zburat-la-minsk-insarcinata-de-renato-usatii-cu-o-misiune-noua-dovada-foto/
[49] http://press.unian.net/event/8557-ekstraditsiya-platona-proval-mejdunarodnoy-politiki-ili-prodaja-ukrainskih-grajdan-za-milliard.html
[50] http://newsmaker.md/rus/novosti/renato-usatyy-zayavil-chto-snyat-s-mezhdunarodnogo-rozyska-28171
[51] http://newsmaker.md/rus/novosti/ya-dokazhu-chto-eto-politicheskoe-delo-renato-usatyy-vyskazalsya-po-povodu-obvinen-27994
[52] http://press.try.md/item.php?id=115301
[53] http://pan.md/zakon/tsopa-osujden-zaochno-esche-po-odnomu-ugolovnomu-delu

détournement de propriété dans de grands proportions) (environ 0,9 millions de dollars US).[54] Dans sa dernière décision, la Cour a fusionné deux cas, et pour cette raison, Viorel Topa risque 15 ans de prison.

En Mai 2013, Interpol a enlevé le nome de Viorel Topa de la liste des personnes recherchés par INTERPOL, étant donné qu'on considérait la persecution comme politiquement motivée. En ce moment, Viorel Topa et Razvan Paveliu résident en dehors du territoire de la République de Moldova.

- **L'affaire pénale contre Grigore Petrenco**

Grigore Petrenco est le leader du Parti politique «Casa Noastra – Moldova» (en français Notre Maison-la Moldavie). Grigore Petrenco et six autres personnes ont été arrêtés lorsqu'ils ont protesté pacifiquement contre le régime de Plahotniuc le 6 septembre 2015. Les membres du groupe de M. Petrenco ont été emprisonnés et soumis à la détention pendant six mois. M. Petrenco a considéré son affaire pénale politiquement motivée et fabriqué, déclarant que l'objectif principal de cette action a été l'intimidation des manifestants et des représentants actifs de la société civile de la République de Moldova.[55]

Le 30 septembre 2015, les représentants de l'APCE ont signé la Déclaration écrite demandant la libération immédiate de tous les prisonniers politiques de la République de Moldova. Selon la déclaration, le 6 septembre 2015, Grigore Petrenko et des milliers d'autres militants se sont rassemblés pacifiquement «pour la libération des institutions de l'État sous l'influence de l'oligarque Plahotniuc».[56]

- **L'affaire pénale contre Vyacheslav Platon (Kobalyev)**

Platon (Kobalyev) est un homme d'affaires et l'ancien membre du Parlement de la République de Moldova du Parti AMN. Platon (Kobalyev) s'est déclaré prêt à témoigner aux enquêteurs américains et européens concernant la possible implication de Vladimir Plahotniuc, dans des schémas de corruption. Après cela, le 22 juillet 2016, les autorités moldaves ont accusé M. Platon (Kobalyev) de fraude et de blanchiment d'argent (art. 190 et art. 243 du CP de Moldova). Les accusations ont été portées après l'interrogatoire d'un autre accusé - homme d'affaire Ilan Sor, le partenaire d'affaires de M. Plahotniuc.[57]

Le 29 août 2016, Platon (Kobalyev) a été extradé de l'Ukraine dans la République par un avion charter payé par les autorités moldaves.[58] L'extradition a été réalisée en violant gravement la Loi.

L'article 590 du Code de Procédure Pénale interdit l'extradition, jusqu'au moment quand le délai d'appel contre l'ordre d'extradition est passé. Toutefois, le Parquet Général de l'Ukraine et le Service de Sécurité de l'Ukraine n'ont pas permis à M. Platon (Kobalyev) d'exercer son droit de faire l'appel. Par ailleurs, M. Platon (Kobalyev) est titulaire d'un passeport d'Ukraine et la Constitution ukrainienne interdit l'extradition de ses citoyens. Et pourtant, en absence de toute décision judiciaire, le Parquet Général de l'Ukraine a déclaré que son passeport était contrefait.

Dans la République de Moldova, M. Platon (Kobalyev) a été placé en détention dans le sous-sol du Pénitencier № 13 de Chisinau et a affirmé qu'il est détenu dans des conditions inhumaines de détention. Le 7 septembre 2016, les représentants d'Amnesty International ont été privés d'accès aux installations.

[54] http://www.vedomosti.md/news/Viorel_Tsopa_Obyavlen_V_Rozysk_I_Dolzhen_Byt_Arestovan_

[55] http://jurnal.md/en/politic/2016/5/12/grigore-petrenco-plahotniuc-s-governance-used-our-case-to-intimidate-the-forces-of-opposition-and-the-civic-society-in-our-place-stay-other-protesters/

[56] https://southfront.org/mps-of-all-pace-factions-demand-release-of-petrenko-group-in-moldova/

[57] Shor est également accusé, mais après avoir témoigné, il a été remis en liberté et placé en résidence surveillée. Selon Shor, il a obtenu des prêts auprès de deux banques moldaves, cependant, il est supposé que Platon (Cobalt) a saisi ces fonds. Dans le même temps, il est connu que le 02/04/2015, la Société Internationale de Conseil Kroll a préparé les résultats de son enquête, selon laquelle, «afin d'établir l'identité des bénéficiaires finaux de 8 milliards lei MDL moldaves... il est nécessaire d'établir une enquête judiciaire complète. Toutefois, il est clair que Ilan Shor, et les personnes qui lui sont associées ont été impliqués dans ce schéma» - http://candu.md/opinii/raportul-kroll/

[58] http://press.unian.net/multimedia/video-1/51635-ekstraditsiya-platona-proval-mejdunarodnoy-politiki-ili-prodaja-ukrainskih-grajdan-za-milliard.html

Le procès contre M. Platon (Kobalyev) est supervisé par le chef du Parquet de l'Anticorruption, Viorel Moraru, qui, selon certains juges et représentants des médias de la République de Moldova, est l'associé de M. Plahotniuc.

5. RÉACTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La communauté internationale est préoccupée par la poursuite pénale contre Mme Ana Ursachi et par la détérioration sur la situation des droits de l'homme dans la République de Moldova en général.

Le 11 octobre 2016, 21 membres de l'APCE ont signé une déclaration dans laquelle ils ont condamné la poursuite pénale pour des raisons politiques, d'un certain nombre de personnes de la République de Moldova (Victor Topa, Viorel Topa, Vyacheslav Platon (Kobalyev), dont les intérêts sont défendus par Mme Ana Ursachi. Les députés ont invité la République de Moldova d'honorer ses engagements dans le domaine de la protection des droits de l'homme et de cesser cette pratique d'intimidation des politiciens, des militants de la société civile et des témoins clés dans les affaires pénales notoires.[59]

Le 7 novembre 2016, l'Ambassadeur d'Allemagne dans la République de Moldova, Ulrike Knotts a exprimé ses préoccupations en ce qui concerne la persécution de Mme Ana Ursachi et a sollicité à adhérer au principe de la présomption d'innocence.[60]

Le 16 novembre 2016, le membre de Bundestag, Frank Schwabe, s'est adressé à l'Ambassadeur de la République de Moldova, au ministre de la Justice et au procureur général de la République de Moldova, par des demandes écrites: «Est-il possible de protéger Mme Ana Ursachi de la campagne qui a été lancé contre lui dans la République de Moldova?» et «Comment est-ce qu'il est garanti, le droit à la défense de Vyacheslav Platon (Kobalyev)?».

Le 16 novembre 2016, dans sa déclaration avec l'Ambassadeur de la République de Moldova en Pologne, membre de la Diète polonaise, Kornelia Wroblewska, a exprimé son inquiétude visant la poursuite pénale douteuse et la campagne médiatique diffamatoire menée contre Ana Ursachi.

À la fin du mois de novembre 2016, un certain nombre de militants de Moldova se sont adressés aux représentants de l'UE, APCE et USA, avec l'appel à défendre Mme Ana Ursachi. «*Depuis septembre 2016, Ana Ursachi, afin de défendre M. Platon (Kobalyev), a publié un élément très important des preuves concernant l'implication de Vlad Plahotniuc dans les transactions financières illégales et criminelles. Cela a causé une réverbération énorme dans les médias de la République de Moldova, ainsi qu'à des réunions avec Ana Ursachi avec les politiciens et les diplomates européens, y compris le Parlement Européen et l'APCE... L'affaire pénale contre Ana Ursachi est une continuation d'une série de persécutions politiques faites par l'oligarque Vlaimir Plahotniuc*», - ils ont déclaré dans la lettre signée par le journaliste indépendant Natalia Morar, Alexei Tulbure ex-ambassadeur de la République de Moldova au Conseil de l'Europe et d'ONU, Alexandr Petkov, rédacteur-chef du portail en ligne Omg.md, Alexandru Machedon, membre de l'Association Européenne d'Affaires et d'autres.

[59] https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-EN.asp?fileid=23134&lang=EN
[60] https://www.facebook.com/deutsche.botschaft.chisinau/photos/a.346743922296.152091.323207282296/10154153024007297/?type=3&theater

6. CONCLUSIONS

La poursuite pénale contre l'avocate moldave Ana Ursachi est illégale et porte les signes d'un ordre politique. Il est à noter que la reprise de l'affaire pénale a été initiée le moment où Ana Ursachi devient l'avocat dans l'affaire pénale contre Vyacheslav Platon (Kobalyev), qui a exprimé son intention de témoigner contre l'oligarque influent Vladimir Plahotniuc

La Fondation Open Dialog estime que les accusations d'implication dans le crime il y a 19 ans n'est qu'une tentative de déguiser et diffamer le nom de l'avocat célèbre et de l'éliminer à cause de l'opposition à Vladimir Plahotniuc. À cet effet, on utilise les ressources média qui appartiennent à l'oligarque Vladimir Plahotniuc et son influence sur les autorités répressives.

Actuellement, le Parquet de la République de Moldova s'efforce, par le biais des tribunaux, de retenir Ana Ursachi. De ce fait, l'avocat ne peut pas retourner dans la République de Moldova, afin de continuer à défendre ses clients, car il y a un risque réel qu'elle soit retenue.

En outre, Eduard Rudenco, l'avocat de Mme Ana Ursachi, et, également, un participant dans la défense des adversaires de Plahotniuc : Grigore Petrenko, Veaceslav Platon (Kobalyev) et Serghei Cebotari, a été soumis à la poursuite pénale. La poursuite pénale des avocats, Ana Ursachi et Eduard Rudenco, est un signal inquiétant à son tour, par les autorités moldaves de la direction démocratique déclarée et les engagements du domaine des droits de l'homme. Les autorités européennes et américaines devraient réagir à ces incidents en envoyant aux autorités moldaves un message clair, mettant l'accent sur l'irrecevabilité des poursuites pénales des avocats pour leurs activités professionnelles et critiques envers les élites au pouvoir.

Par la présente, on fait l'appel aux autorités moldaves à se conformer aux engagements de respecter les droits de l'homme et de cesser la poursuite illégale contre l'avocat Ana Ursachi.

En outre, on demande à la communauté internationale de s'exprimer dans la défense d' Ana Ursachi, militant social et avocat de la République de Moldova, qui a subi à cause de ses activités professionnelles et la position civique.

Tous ceux qui veulent soutenir nos demandes sont priés de consulter les personnes suivantes et les institutions:

Contacts dans la République de Moldova:

- Le Président du Parlement de la République de Moldova Andrian Candu - MD-2073, Chisinau, 105, bd. Ștefan cel Mare și Sfânt, e-mail: viorica.stanislavciuc@parlament.md, tatiana.ursachi@parlament.md, fax: 022 268 491, tél: 022 820 390;
- Procureur Général de la République de Moldova Eduard Harunjen - MD-2005 Chisinau, 26, rue Mitropolit Gavriil Bănulescu Bodoni, tél: +373 022 225 075;
- Minsitre de la Justice de la République de Moldova, Vladimir Cibotari - MD-2012, Chisinau, 82, rue 31 August 1989, e-mail: secretariat@justice.gov.md, tél: (+373 22) 23 47 95;
- L'avocat de la République de Moldova Mihail Cotorobai - MD-2012, Chisinau, 16, rue Sfatul Țării, e-mail: cpdom@mdl.net, tél: (+373 22) 23 48 00;

Contacts internationaux:

- Président de l'APCE Pedro Agramunt - e-mail: pedro.agramunt@senado.es, tél: +33 88 41 23 41;
- Président de l'AP OSCE, Christine Muttonen - e-mail: christine.muttonen@parlament.gv.at, tél: +43 (1) 401 10 3660, +43 (1) 401 10 3444;

- AP OSCE Président de la Commission pour la démocratie, les droits de l'homme et les questions humanitaires Ignacio Sanchez Amor - e-mail: cristina.casado@gps.congreso.es, tél: +34 91 390 6919;
- Président du Parlement Européen, Martin Schulz - 1047 Bruxelles, Belgique, Bât. Paul-Henri Spaak 09B011, Rue Wiertz / Wiertzstraat 60, e-mail: martin.schulz@europarl.europa.eu, tél: +32 (0) 2 28 45503 (Bruxelles), +33 (0) 3 88 1 75503 (Strasbourg);
- Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini - 1049 Bruxelles, Rue de la Loi / Wetstraat 200, e-mail: federica.mogherini@ec.europa.eu, tél: +32 2 584 11 11; +32 (0) 2 295 71 69;
- Chef de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement, Elmar Brok - 1047 Bruxelles, Belgia, Altiero Spinelli 05E240, Rue Wiertz / Wiertzstraat 60, e-mail: elmar.brok@europarl.europa.eu, tél: +32 (0) 2 28 45323 (Bruxelles), +33 (0) 3 88 1 75323 (Strasbourg);
- Chef du Sous-comité du Parlement Européen sur les Droits de l'Homme, Elena Valenciano - 1047 Bruxelles, Belgique, Bât. Altiero Spinelli 11G354, Rue Wiertz / Wiertzstraat 60, e-mail: elena.valenciano@europarl.europa.eu, tél: +32 (0) 2 28 45846 (Bruxelles), +33 (0) 3 88 1 75846 (Strasbourg);
- Président du Conseil Européen, Donald Tusk - 1048 Bruxelles, Rue de la Loi / Wetstraat 175, e-mail: donald.tusk@european-council.europa.eu, tél: +32 2 28 15650;
- Président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker - 1049 Bruxelles, Belgique Rue de la Loi / Wetstraat 200, e-mail: president.juncker@ec.europa.eu;
- Secrétaire Général du Conseil de l'Europe Thorbjorn Jagland - e-mail: thorbjorn.jagland@coe.int, tél: + 33 (0) 3 88 41 20 00;
- Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme Ra'ad Zeid Al-Hussein - Palais des Nations CH-1211 Genève 10, Suisse, tél: +41 22 917 9220;
- Haut Commissaire des Nations Unies pour les Refugiés, Filippo Grandi - Case Postale 2500 CH-1211 Genève 2 dépôt, Suisse, tél: +41 22 739 8111.